

l'ordre du jour, et qui plus est, je crois que nous avons mieux compris les principes sur lesquels se fondent nos politiques respectives. Pour ma part, je crois que la nature des contacts personnels que j'ai eus avec le président laisse présager un avenir des plus prometteurs.

Q: Pour la première fois depuis des décennies, les États-Unis exercent des représailles directes contre une politique canadienne en contingentant vos exportations de détail et de boeuf par suite de votre décision de limiter les importations américaines. S'agit-il d'un changement de stratégie de la part de Washington, d'un durcissement de position?

R: Il s'agit certainement d'un changement de stratégie, mais je n'irais pas jusqu'à interpréter l'attitude américaine comme un durcissement de position. Cette attitude reflète tout simplement les difficultés internes auxquelles doit faire face l'administration américaine dans le domaine de l'agriculture, tout comme de nombreuses autres nations. C'est certainement notre cas. Si nos économies traversaient une phase différente, si le risque d'inflation n'était pas si grand, si la menace d'un ralentissement de la production ne pesait pas sur nos têtes, sans doute n'aurions-nous pas eu à agir comme nous l'avons fait et sans doute les États-Unis n'auraient-ils pas eu à réagir comme ils l'ont fait.

Pas de guerre commerciale

Q: Croyez-vous en l'imminence d'une guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis?

R: En ce qui concerne le Canada, ma réponse est la suivante: Il n'y aura pas de guerre commerciale parce que nous ne pourrions remporter la victoire sur les États-Unis, qu'il s'agisse d'une guerre commerciale, économique, militaire ou autre. En conséquence, nous ne voulons pas d'une guerre avec les États-Unis. Et je ne crois pas que les États-Unis aient avantage à nous déclarer la guerre, que ce soit sur le plan commercial ou sur un autre plan. S'ils avaient quelque profit que ce soit à en tirer, nos relations ne seraient pas aussi amicales et ne le seraient pas demeurées depuis un si grand nombre d'années.

Q: Que faudrait-il faire pour détendre l'atmosphère?

R: Je crois qu'il importe que nous

nous consacrons dès maintenant à faire le point sur certaines des difficultés actuelles. Si les problèmes se sont accumulés, c'est autant notre faute que celle des Américains. Dans notre cas, nous venons de traverser une période de 18 mois pendant laquelle le Gouvernement, minoritaire au Parlement, vivait au jour le jour, sans savoir s'il serait encore là le lendemain. C'est la raison pour laquelle il nous était difficile de nous pencher sur des solutions à long terme. Dans le cas des États-Unis, d'autres problèmes ont retenu l'attention au cours des 18 derniers mois. Inutile de dire, donc, que les difficultés non résolues se sont accumulées.

Q: Vous attendez-vous à ce que la détérioration de la conjoncture économique entraîne, au Canada, une nouvelle vague de nationalisme économique?

R: Non. Je crois qu'il s'agit là d'une question très importante. On ne peut certainement s'attendre à une nouvelle vague. Je crois cependant qu'il ne faudrait pas être surpris de constater que les Canadiens continueront à se préoccuper de la protection de leur identité nationale.

Lorsque je dis qu'ils continueront à le faire, je me place dans la perspective des deux dernières décennies. Il est essentiel de bien comprendre que les mesures prises actuellement par le Canada n'ont aucun rapport avec les difficultés économiques qui se font sentir dans le monde, comme le problème des pétrodollars ou tout autre problème de cet ordre. Notre intention n'est pas d'adopter une attitude nationaliste face aux graves difficultés économiques qui ont surgi dans le monde.

Le plus important texte législatif que nous avons adopté dans ce domaine est la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, approuvée au cours de la dernière session. Cette mesure n'a pas été prise à la lumière d'une difficulté économique en particulier. Elle avait pour but de mettre un terme à la très longue tradition d'investissement américain massif au Canada et de corriger une situation qui permettait à une proportion de 50 à 95 p.c. des divers secteurs industriels et manufacturiers d'être contrôlés par des étrangers.

Il est vrai que nos préoccupations à cet égard se sont accentuées lors de

l'annonce, en août 1971, des mesures économiques de l'administration Nixon (imposition d'une surtaxe de 10 p.c. à l'importation). Ces mesures nous ont permis de constater à quel point nous étions, en tant que pays exportateur, à la merci des mesures de protection adoptées par les Américains. Et je crois que c'est à ce moment précis que nous avons pris conscience du problème, ou, devrais-je dire, que cette prise de conscience s'est faite à un rythme accéléré.

Vous savez, nous avons adopté il y a de nombreuses années des mesures visant à nous assurer que nos institutions financières, à tout le moins, seraient contrôlées par des Canadiens résidant au Canada, que nos médias seraient contrôlés par des Canadiens résidant au Canada. Nous avons ensuite pris la décision de contrôler la production de notre uranium à partir du Canada. Il s'est donc agi d'une succession de décisions, mais à mon avis, aucune d'elles n'allait directement à l'encontre d'une politique antérieure.

Q: Les Américains ont-ils raison de croire que ces décisions traduisent un sentiment croissant d'anti-américanisme?

R: La meilleure façon de répondre à votre question est, je crois, de vous faire remarquer que nos mesures s'appliquent de la même manière aux investisseurs et aux hommes d'affaires de toutes les parties du monde. Nous n'avons pas pour but précis de filtrer les investissements américains et de ne pas le faire dans le cas des investissements européens ou japonais. Sous cette optique, il n'existe pas d'anti-américanisme. Mais comme ce sont les Américains qui dominent sans contredit notre économie, il est normal que ces décisions les touchent plus directement que la population de Madagascar ou de Monaco, qui n'investit pas au Canada sur une grande échelle. Il y a également lieu de se rappeler que parmi toutes les nations industrialisées du monde, le Canada est le pays dont l'économie se prête le mieux au contrôle étranger. Et ce contrôle est majoritairement américain. Si mes renseignements sont bons, environ 85 p.c. de tous les investissements étrangers au Canada sont américains.

Q: Certains disent que Washington et Ottawa peuvent se permettre de n'être pas d'accord sur la question des importations de boeuf ou d'oeufs, mais